



**Réunion du Conseil exécutif national
Vendredi 24 avril 2020
Par téléconférence**

PROCÈS-VERBAL

Présences : G. Phillips (*président*), J. Akins, C. Awada, N. Bois, A. Coles, H. Delnick, N. Giannakoulis, G. Kopytko, J. Lafontaine, C. Lonmo, K. Mansfield, A. Nemec, A. Picotte, S. Rehman, A. Trau, E. Venditti

Personnel : J. Courty, C. Danik, O. Kahriz, K. Thériault, C. Vézina, J. George

Absence excusée : M. Stiermann

1. Ouverture de la séance

Le président G. Phillips déclare la séance officiellement ouverte à 9 h 03 et il confirme l'atteinte du quorum.

** À ce stade de la réunion, la déclaration de principes de l'ACEP sur le harcèlement est lue à voix haute. On rappelle également les règles de la réunion.*

1.1 Examen de l'ordre du jour

Après un appel nominal, on procède à l'examen de l'ordre du jour de la réunion du 24 avril; aucun ajout n'est demandé.

Résolution d'adoption de l'ordre du jour de la réunion du CEN, sans modification

Proposée par : A. Picotte

Appuyée par : C. Lonmo

Abstention (1)

Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité.

**1.2 Examen du procès-verbal de la réunion publique du CEN du
28 février 2020**

Résolution d'approbation du procès-verbal de la réunion publique du CEN du 28 février 2020, sans modification

Proposée par : C. Awada

Appuyée par : A. Picotte
Abstentions (4)

Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité.

1.3 Examen du procès-verbal de la réunion publique extraordinaire du CEN du 3 avril 2020

Personne n'a de question ou de commentaire.

Résolution d'approbation du procès-verbal de la réunion publique du CEN du 3 avril 2020, sans modification

Proposée par : A. Picotte

Appuyée par : C. Lonmo

Abstentions (3)

Vote à main levée : Résolution adoptée à l'unanimité.

2. Relations de travail

- a) Comité des candidatures et des résolutions :** En compagnie du conseiller juridique, le directeur exécutif et le directeur des politiques ont rencontré certains membres du Comité des candidatures et des résolutions (CCR) pour leur donner un aperçu des rôles, du soutien qui sera offert et des travaux qui seront entrepris par le comité. En outre, un examen complet des règlements constitutionnels est fourni par le conseiller juridique. Le président du comité sera bientôt nommé, et les candidats éventuels au poste doivent manifester leur intérêt d'ici le 1^{er} juin 2020.
- b) Sections locales et ministères (travail des ART) :** Un nombre limité de dossiers progressent régulièrement. Les agents de relations de travail (ART) et divers ministères ont exprimé un intérêt à tenir des discussions préliminaires pour préparer le personnel en vue du retour au travail. Des discussions sont en cours au niveau du conseil en ce qui concerne la gestion de la situation relative à la COVID-19 en cas de prolongation du confinement, ainsi que le traitement de l'arriéré de griefs non réglés. Les progrès relatifs au dossier Phénix ont été relativement statiques.
- c) Personnel de l'ACEP/mise à jour sur la COVID-19 :** Le comité de la santé et la sécurité au travail (SST) continue de se réunir chaque semaine. Dans le dernier numéro du bulletin, on encourageait les employés à suivre la formation offerte en ligne pour renforcer leurs compétences et leurs connaissances. En général, le moral du personnel demeure intact; toutefois, on reconnaît que nous vivons une période difficile.
- d) Mercer – Structure et nouvelle norme de classification :** À la suite d'un examen approfondi de la norme de classification de l'ACEP, Mercer a élaboré une ébauche beaucoup plus simple de cotes et de critères d'évaluation et a cerné les lacunes de la norme précédente. La prochaine étape prévoit une rencontre avec le Comité des ressources humaines (RH) et une consultation auprès du syndicat interne pour discuter de l'établissement éventuel d'une norme qui englobera divers postes de direction et postes syndiqués du bureau. En outre, Mercer appuie fortement la

création d'un poste de RH relevant directement du directeur exécutif au sein de l'organisation.

- e) **Dotation interne** : Le processus de dotation du poste de TI et de sécurité a commencé avant la crise et, depuis, un membre du personnel interne a été recruté avec succès. En ce qui a trait à la recherche, un candidat de niveau 3 a récemment été embauché, de sorte qu'il reste encore deux postes à pourvoir. Quatre candidats qualifiés ont manifesté leur intérêt pour le poste d'ART principal de niveau 6; le résultat reste à voir. Des questions formelles seront soumises à tous les candidats en vue de finaliser le processus.

L'Association a récemment été informée de l'intention du Syndicat des employés de l'ACEP (SEA) de s'associer à la CSN ou de représenter ses membres pour le Québec.

- f) **Modifications à l'ensemble des politiques de gestion des personnes du Secrétariat du Conseil du Trésor** : Aucune modification de fond n'est signalée. Une demande est présentée pour que le CEN soit informé des modifications apportées aux directives.

Mesure de suivi : C. Danik présentera un examen complet de l'ensemble des politiques de gestion des personnes du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) lors de la prochaine réunion du CEN, en soulignant les modifications de haut niveau relatives aux membres.

- g) **Questions et réponses** : Plusieurs questions liées aux descriptions de travail selon la structure de Mercer sont soulevées et abordées ultérieurement. En outre, des éclaircissements sont fournis relativement à la participation du CCR en ce qui concerne le contrat du président.

3. Directeur des politiques

- a) **Protocole d'accord avec le SCT au sujet des griefs** : Compte tenu de la crise, des interruptions étaient prévues dans le cadre du traitement des griefs. Un accord a donc été conclu avec le Conseil du Trésor pour maintenir la convention collective dans sa version actuelle et, au besoin, accorder une prolongation pour des griefs individuels. Sur les conseils d'un autre syndicat, le SCT a présenté une proposition de protocole d'accord pour demander la suspension de toutes les activités relatives aux griefs. L'Association n'a pas signé cette proposition.

- b) **Code d'éthique** : Une première ébauche a été distribuée et est actuellement à l'étude au niveau de la direction. Les commentaires doivent être soumis d'ici le 30 avril. Une fois terminée, l'ébauche sera transmise au CEN pour examen et commentaires lors de la prochaine réunion, en mai, pour être achevée d'ici juin et faire l'objet d'un vote en septembre. C. Danik informe le CEN de la situation difficile concernant les interprètes et les députés. Des mesures sont prises pour assurer une protection et gérer la situation.

Personne n'a de question.

4. Directrice des communications

- a) COVID-19 – Sensibilisation des membres :** Un certain nombre de pages de ressources ont été créées pour permettre aux membres d'avoir accès à des informations à jour pendant le confinement. Un processus est en cours pour lancer un bref sondage auprès des membres afin de mieux comprendre leur état actuel.
- b) Site Web :** La situation progresse, et l'équipe des communications continue de collaborer avec les rédacteurs pour s'assurer de l'exactitude du contenu. La date de lancement provisoire est fixée au 6 juillet.
- c) Vote relatif au CTC :** La première réunion avec le président du comité directeur du Congrès du travail du Canada (CTC) a eu lieu le jeudi 23 avril. En travaillant en étroite collaboration avec le comité directeur du CTC, l'équipe des communications organisera une campagne d'information qui mettra en évidence les avantages et les inconvénients de l'adhésion au CTC, avant le vote.
- d) Planification de l'AGA :** Un livre de règlements a été élaboré en vue de l'assemblée générale annuelle (AGA) de novembre. Il faudra peut-être envisager un plan de rechange, par exemple des réunions virtuelles, en cas de prolongation du confinement.
- e) Questions et réponses :** Aucune question n'est soulevée, et tous les membres du CEN remercient le service des communications pour le travail assidu qu'il accomplit pour soutenir le personnel et les membres.

5. Directeur des finances

- a) Infrastructure de TI :** Afin de veiller à ce que les données sur l'infrastructure de TI soient tenues à jour et de préserver le caractère privé et confidentiel des renseignements touchant les membres, on élabore un processus relatif à l'infrastructure pour s'assurer que l'impartialité et la transparence du système de gestion des membres sont correctement maintenues, et pour permettre de suivre les membres et d'obtenir les renseignements pertinents nécessaires pour rendre des décisions clés.
- b) Mise à jour financière :** On donne un aperçu du tableau de bord décrivant les 10 principales dépenses de l'année et du mois. L'Association prévoit un excédent d'environ 2,6 millions de dollars à la fin de l'exercice en cours.

- c) **Approvisionnement** : Conformément à la directive du président, deux initiatives visant à réaliser des économies pour les membres ont été entreprises : on a acheté de nouvelles chaises du conseil de Staples plutôt que des fournisseurs habituels, et on examine des solutions audio-vidéo pour le CEN. Ainsi, on essaie des fournisseurs différents qui offrent des capacités d'interprétation et des caractéristiques de sécurité renforcées (p. ex. Zoom). On invite les membres du CEN qui souhaitent participer à l'essai à envoyer un courriel au directeur des finances, avec copie à J. Courty.
- d) **Locaux/location de bureaux** : En raison de la pandémie de COVID-19, cette question est reportée. Un bref courriel décrivant les mesures prévues sera envoyé aux membres dans les deux prochaines semaines.
- e) **Questions et réponses** : En ce qui concerne les solutions de vidéoconférences et les systèmes de cyberconférences, les participants sont préoccupés par le fait que la plateforme Zoom n'est pas soutenue par le gouvernement, compte tenu des atteintes à la vie privée et des problèmes de sécurité survenus dans le passé. On recommande d'envisager d'adopter l'outil *BigBlueButton* comme solution de rechange, ou encore le système que l'Alliance utilise actuellement. Le directeur des finances examinera les recommandations et les commentaires fournis par le CEN et poursuivra les recherches. En ce qui a trait au rapport financier, une recommandation visant les tableaux de bord est présentée et notée.

6. Conseillère principale du président

- a) **Transition** : Le processus de transfert du dossier des ART à C. Archambault est en cours.
- b) **Covid-19 (planification)** : Des stratégies de réintégration dans les lieux de travail à moyen et long terme sont examinées dans le cadre d'appels hebdomadaires avec le SCT, afin de déterminer les protocoles de « retour au travail » à établir. Les agents négociateurs sont invités à soumettre leurs questions à l'équipe du SCT.
- c) **Programme de soutien au mieux-être des employés** : Une réunion a eu lieu jusqu'à présent. Un quatrième sous-comité a été formé pour analyser divers aspects du programme. La conseillère principale du président fera partie du sous-comité sur le modèle de gestion de cas et de prestation des services pour examiner le type de services qui seront offerts. À la demande du président, au cours des mois à venir, J. George préparera une présentation globale décrivant la nature du Programme de soutien au mieux-être des employés, et donnera un aperçu des avantages, etc., afin de veiller à ce que le CEN soit dûment renseigné.
- d) **Questions et réponses** : En ce qui concerne le formulaire d'impôt T-2200, on a demandé à l'Agence du revenu du Canada (ARC) si les employés qui travaillent à domicile peuvent bénéficier de déductions fiscales, afin d'assurer l'interprétation de

l'admissibilité. Le Conseil du Trésor fera rapport du résultat lorsque l'ARC aura rendu sa décision. En ce qui a trait aux frais de stationnement, le SCT estime que la question devrait être abordée et réglée directement entre l'employé et l'employeur ou le ministère. On demande l'aide du président pour communiquer avec Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).

7. Comptes rendus des comités

7.1 Comité des finances : Le Comité des finances s'est réuni hier et a tenu une discussion de haut niveau concernant les prochaines étapes du processus budgétaire, ainsi que la consultation obligatoire auprès du Conseil des dirigeants et dirigeantes des sections locales avant que le budget soit recommandé aux membres. L'objectif est de finaliser le budget pour l'examen du CEN deux semaines avant la prochaine réunion, puis son approbation finale en juin. En ce qui concerne la politique d'investissement, on a demandé un avis juridique et un cabinet d'avocats a examiné les aspects constitutionnels de la politique. Des modifications mineures ont été apportées à la politique, et le Comité des finances a approuvé la politique d'investissement révisée hier.

7.2 Comité des RH : La dernière réunion du Comité des RH, prévue en mars, a été annulée en raison de la pandémie de COVID-19 et a été reportée au 27 avril; on discutera alors du contrat du président afin de veiller à ce que les Statuts et les Règlements soient respectés et d'assurer une transparence à l'égard du CCR.

7.3 Comité des Statuts et Règlements : Rien à signaler.

7.4 Comité de gouvernance : La dernière réunion du Comité de gouvernance, qui devait avoir lieu le 18 mars, a également été annulée en raison de la pandémie de COVID-19 et n'a pas encore été reportée à une autre date. La présidente du comité, C. Lonmo, communiquera avec les membres du comité pour déterminer les secteurs d'intérêt pour l'avenir.

7.5 Comité des communications : La réunion prévue le 15 mars a été annulée; toutefois, on espère qu'elle pourra être reportée quelque part en mai. Le comité examinera des façons de procéder pour l'avenir, comme des réunions virtuelles.

8. Mot de la fin : En tant qu'organisation, l'ACEP fonctionne bien, malgré la pandémie de COVID-19. L'équipe de gestion travaille bien et tout est mis en œuvre pour fonctionner efficacement dans les circonstances.

La séance est levée vers 12 h 17, HAE.

* * * * *

Le présent procès-verbal rend fidèlement compte de la réunion du Conseil exécutif national qui s'est tenue le 24 avril 2020.

APPROUVÉ par :

Président du CEN

Date